

Grève du 13 septembre à la RATP :

Une mobilisation historique qui aura des suites !

La journée de grève du 13 septembre dernier à la RATP a atteint un niveau historiquement haut avec une très forte mobilisation des salariés qui s'est traduit, dans certains secteurs de l'entreprise, par plus de 90 % des agents en grève.

Cette journée de mobilisation portait sur le refus du projet gouvernemental de réforme des régimes de retraite.

Elle ne visait pas à la seule défense du régime spécial de retraite des agents de la RATP, mais bien contre la mise en place d'un système de retraite par point qui pénalisera tous les salariés, du secteur public ou privé, des régimes spéciaux ou du régime général, comme la disparition des contreparties liées aux pénibilités et aux contraintes de service public.

Plus de 1.000 salariés étaient réunis au siège de la RATP, l'absence de transport a limité la présence de tous. L'ensemble des Organisations Syndicales représentatives et non-représentatives présentes dans l'entreprise a confirmé une même condamnation du projet gouvernemental et une même volonté de gagner une autre réforme des retraites, juste et solidaire.

Cette journée du 13 septembre est un véritable « coup de semonce ». Le Président de la République aurait tort de s'engager dans une confrontation sociale au seul motif de postures dogmatiques et doit entendre les revendications portées. A défaut, il portera seul la responsabilité de voir à nouveau les franciliens utilisant le réseau RATP privés de transport collectif.

La venue au siège de la RATP dans les rangs des salariés en grève du secrétaire d'État chargé des transports, Monsieur Djebbari, loin d'apporter des réponses et des engagements, n'était qu'une simple mission de communication. Les grévistes et la CGT n'ont pas été dupes et l'ont largement interpellé sur le fond du projet de réforme. Cela a été également l'occasion de rappeler notre opposition à l'ouverture à la concurrence des réseaux bus, tramway et ferré, première étape avant le démantèlement et la privatisation de la RATP.

Monsieur Djebbari s'est dit « ouvert au dialogue » et « disponible à rencontrer les organisations syndicales sur les différents sujets évoqués ». La FNST CGT - opposée à la mise en place d'un régime de retraite par point et à l'ouverture à la concurrence des réseaux de transports parisiens – participera en tous lieux, dans les ministères comme dans la rue avec les salariés, à la défense et la promotion des solidarités et du service public.

La Fédération des Transports CGT appelle l'ensemble des salariés du transport à s'engager dans la bataille contre le projet de mise en place d'un régime de retraite par point, à s'organiser syndicalement en adhérant à la CGT et à participer sur la base de leurs préoccupations aux différentes journées de mobilisation, dont celle du 24 septembre prochain.

LA RÉGRESSION SOCIALE NE SE NÉGOCIE PAS, ELLE SE COMBAT !